

LORIS BERTOLIATTI
COLLABORATEUR

FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND, ITALIEN

LORIS.BERTOLIATTI@BOREL-BARBEY.CH
+41 22 707 18 00



EXPERTISE

Loris Bertoliatti est actif au sein du département judiciaire de l'Étude où il conseille et représente une clientèle composée de personnes physiques et morales devant les juridictions étatiques et arbitrales.

Spécialisé en droit pénal, il assiste nos clients que ce soit en qualité de prévenus ou de parties plaignantes, dans des affaires de droit pénal général, mais également de droit pénal accessoire (circulation routière, droit des étrangers ou droit pénal administratif), et les représente tant devant les juridictions pénales cantonales que fédérales.

Il possède par ailleurs une solide expérience dans le domaine de la criminalité économique et de l'entraide judiciaire internationale en matière pénale, acquise au sein de la Division criminalité économique du Ministère public de la Confédération et de notre Étude.

Loris Bertoliatti déploie également une importante activité judiciaire en matière de recouvrement d'actifs, dans des procédures de poursuite pour dettes et de faillite.

Depuis 2021, il est auteur pour la plateforme juridique en ligne iusNet Droit pénal et Procédure pénale de Schulthess Juristische Medien AG, dédiée aux praticiens du droit pénal.

EXPÉRIENCES & FORMATIONS

- Depuis 2019: Collaborateur chez Borel & Barbey
- 2019: Barreau de Genève, 1er brevet
- 2017-2019: Avocat stagiaire chez Borel & Barbey
- 2016-2017: Procureur fédéral assistant à la Division Criminalité Économique du Ministère public de la Confédération (MPC), Lausanne
- 2016: Certificat de spécialisation en matière d'avocature, Université de Genève, École d'avocature
- 2015-2016: Collaborateur juridique à la Division Criminalité Économique du Ministère public de la Confédération (MPC), Lausanne
- 2014-2015: Juriste stagiaire à la Division Criminalité Économique du Ministère public de la Confédération (MPC), Lausanne
- 2014: Master en droit, Université de Lausanne
- 2013-2014: Greffier ad hoc au Tribunal de prud'hommes de l'arrondissement de Lausanne
- 2012: Bachelor en droit, Université de Lausanne

DOMAINES D'ACTIVITÉ

Contentieux et Arbitrage

droit pénal · contentieux civil et commercial · insolvabilité et exécution forcée · criminalité économique

ASSOCIATIONS & ADHÉSIONS

- Ordre des Avocats de Genève (ODAGE)
- Fédération Suisse des Avocats (FSA)
- Association genevoise de droit des affaires (AGDA)



PUBLICATIONS

2024 :

- *Une restriction du droit de participer du prévenu est-elle admissible lorsqu'une confrontation, même indirecte, avec ce dernier est susceptible d'entraîner un grave traumatisme pour la partie plaignante ?*, iusNet DP-PP 23.12.2024
- *Interprétation de l'article 429 al. 3 CPP : intérêt juridiquement protégé du prévenu acquitté à recourir personnellement contre la décision statuant sur sa requête en indemnisation fondée sur l'article 429 al. 1 let. a CPP*, iusNet DP-PP 25.11.2024
- *Pesée d'intérêts en lien avec le droit au respect de la vie privée et familiale devant être effectuée par les juridictions internes en matière d'expulsion obligatoire d'un condamné étranger*, iusNet DP-PP 28.10.2024
- *Articulation de la libération conditionnelle lorsque le condamné purge une multitude de peines privatives de liberté*, iusNet DP-PP 23.09.2024
- *Punissabilité du responsable rédactionnel d'un média ne s'opposant pas à une publication constituant une infraction pénale*, iusNet DP-PP 26.08.2024
- *Des déclarations recueillies lors d'auditions menées en violation du droit de participer à l'administration des preuves sont inexploitable en dépit d'une répétition ultérieure de ces auditions*, iusNet DP-PP 22.04.2024
- *Etablissement de l'ampleur d'un excès de vitesse par un véhicule-suiveur et précisions sur la notion de dépassement de vitesse « massif »*, iusNet DP-PP 24.06.2024
- *Quelle intensité doit atteindre la « menace » sous l'angle de l'infraction de menace contre les autorités et les fonctionnaires réprimée par l'article 285 CP ?*, iusNet DP-PP 20.05.2024
- *La notification d'une « double citation à comparaître » constitue-t-elle une violation suffisamment grave au sens de l'article 409 CPP pour entraîner l'annulation du jugement rendu par défaut ?*, iusNet DP-PP 22.04.2024
- *Une personne morale peut-elle invoquer l'article 2 EIMP pour tenter de faire échec à une demande d'entraide portant sur la remise de valeurs patrimoniales lui appartenant ?*, iusNet DP-PP 18.03.2024
- *Rappel détaillé des éléments constitutifs de l'infraction de corruption (passive) d'agents publics étrangers réprimée par l'article 322septies CP*, iusNet DP-PP 19.02.2024
- *Une procuration spéciale est nécessaire pour dénoncer des actes compromettant des biens immatériels strictement personnels tels que la vie, l'intégrité corporelle ou l'honneur*, iusNet DP-PP 22.01.2024

2023 :

- *L'obstruction de l'entrée principale d'un centre commercial lors d'une manifestation dénonçant les effets de la surconsommation sur le climat est-elle constitutive de contrainte ?*, iusNet DP-PP 25.12.2023
- *Précisions sur la notion d'« absence fautive » découlant de l'article 368 al. 3 CPP en matière de procédure par défaut*, iusNet DP-PP 20.11.2023
- *Le prévenu doit agir conformément au principe de la bonne foi et réagir rapidement lorsqu'il s'aperçoit de la violation d'une règle de procédure à son détriment*, iusNet DP-PP 23.10.2023
- *Détermination du cercle des auteurs potentiels de l'infraction réprimée par l'article 97 al. 1 let. b LCR*, iusNet DP-PP 18.09.2023
- *Le juge peut-il prononcer une expulsion à l'encontre d'un condamné se trouvant en situation « mixte » au sens de l'article 3 al. 2 DPMin ?*, iusNet DP-PP 21.08.2023
- *Clarification de la portée, en procédure d'appel, du principe d'immédiateté limitée prévu par l'article 343 al. 3 CPP*, iusNet DP-PP 24.07.2023
- *Le principe de la lex mitior s'applique-t-il à l'inscription de l'expulsion du territoire suisse d'un condamné dans le Système d'information Schengen (SIS) ?*, iusNet DP-PP 19.06.2023
- *Dans quelles circonstances les images d'une caméra de vidéosurveillance enregistrées par un particulier peuvent-elles être exploitées par les autorités de poursuite pénale ?*, iusNet DP-PP 22.05.2023
- *L'article 6 par. 1 et par. 3 let. c CEDH n'est violé que si le refus de nommer l'avocat de choix du prévenu comme son défenseur d'office a eu un impact réel sur l'équité globale de la procédure pénale*, iusNet DP-PP 17.04.2023
- *Maxime d'accusation : l'autorité de jugement ne peut s'écarter des faits décrits et cristallisés par le ministère public dans l'acte d'accusation*, iusNet DP-PP 20.03.2023
- *Procédure pénale : quelle protection pour les journalistes et leurs sources ?*, Bilan, Focus Droit, 02.2023 (avec Céline Gautier)
- *Qualité d'organe de fait et seuil critique matérialisant des actes de gestion déloyale ou fautive*, iusNet DP-PP 20.02.2023
- *Grave conflit personnel ou forte inimitié entre un magistrat et un avocat : récusation ou interdiction de postuler? Le Tribunal fédéral établit une règle de priorité*, iusNet DP-PP 23.01.2023



PUBLICATIONS (suite) —————

2022:

- *Invitation luxueuse adressée par un Etat étranger à un agent public suisse et acceptée par ce dernier*, iusNet DP-PP 19.12.2022
- *A quelles conditions peut-il être dérogé à la maxime accusatoire et permis à la juridiction saisie de donner au Ministère public la possibilité de modifier ou de compléter son acte d'accusation ?*, iusNet DP-PP 21.11.2022
- *Une partie plaignante «quasi-étatique» peut-elle voir son accès au dossier restreint totalement ou partiellement et les modalités de consultations par ses avocats limitées dans certaines circonstances ?*, iusNet DP-PP 17.10.2022
- *Excès de vitesse qualifié et état de nécessité licite : pesée des intérêts en présence*, iusNet DP-PP 19.09.2022
- *La fiction de retrait de l'appel en cas d'impossibilité de citer la partie concernée à comparaître*, iusNet DP-PP 25.07.2022
- *Quel est le dies a quo du bref délai pour formuler une requête de récusation ?*, iusNet DP-PP 20.06.2022
- *L'absence de consentement exprimé par la victime lors de relations sexuelles («oui c'est oui») est-elle suffisante pour une condamnation pénale pour contrainte sexuelle ou viol ?*, iusNet DP-PP 23.05.2022
- *Précisions quant aux exigences formelles et matérielles relatives à la déclaration de constitution de partie plaignante, notamment en cas d'infractions poursuivies d'office*, iusNet DP-PP 25.04.2022
- *Dans quelles circonstances une violation des droits de la défense est-elle suffisamment grave pour justifier le renvoi de la cause au tribunal de première instance pour la tenue de nouveaux débats et l'établissement d'un nouveau jugement ?*, iusNet DP-PP 21.03.2022
- *Reproche fait à un employeur par un représentant syndicaliste au sujet de la mise en place d'un prétendu système de "mafia organisée" : constitutif d'une atteinte à l'honneur ? Va au-delà de la liberté d'expression étendue reconnue à un tel représentant ?*, iusNet DP-PP 24.01.2022

2021:

- *Quelle est l'autorité compétente pour statuer sur une requête de levée partielle de séquestre formulée entre l'annonce d'appel et la réception du jugement motivé de première instance ?*, iusNet DP-PP 22.11.2021
- *Le degré d'atteinte nécessaire pour fonder la qualité de victime au sens de l'article 116 al. 1 CPP*, iusNet DP-PP 20.09.2021